

13) Pouvoir d'achat et consommation

Le malaise autour du pouvoir d'achat est lié à un creusement des inégalités. Les données macroéconomiques indiquant une évolution positive du pouvoir d'achat par tête ne correspondent pas au vécu personnel. Cela tient à trois raisons : les revenus ont eu tendance à augmenter bien plus vite pour les ménages très aisés que pour les autres. La part des dépenses contraintes, le plus souvent liées aux coûts du logement, n'a cessé de croître dans les catégories moyennes et les moins aisées, laissant parfois peu de place pour le reste. Enfin, la multiplication des accidents de la vie (divorce, chômage, etc.) a accentué la paupérisation de certains.

Nous devons apprendre à vivre avec l'idée que le pouvoir d'achat par tête ne connaîtra plus le même dynamisme qu'auparavant. Nos gains de productivité sont faibles, nous devons réduire nos déficits publics et nous avons déjà un niveau de vie très élevé. A cela, vient s'ajouter le défi écologique. Tout cela plaide pour que l'on **consomme mieux plutôt que plus**. Cette nouvelle donne impose **plus de justice sociale**.

Il faut également modifier nos modes de consommation. La crise est aussi celle de notre système d'hyperconsommation. Il nous faut apprendre à **consommer autrement**. Toute la société de consommation a été organisée sur l'acquisition d'objets puis en cherchant à en augmenter indéfiniment le nombre, aboutissant à la saturation et au gaspillage. Il nous faut inverser les priorités et revenir à une conception qui privilégie l'usage par rapport à l'échange monétaire.

Pour autant, la décroissance n'est pas une solution. Il convient de mettre en place une **croissance qualitative** qui favorise les conditions de vie. Nous proposons de modifier les indicateurs de mesure de la richesse afin **que les activités négatives** (accidents, pollution, embouteillages,...) **ne soient plus seulement comptabilisées comme accroissant le produit intérieur brut** et la consommation des ménages alors qu'ils dégradent le bien-être.

La **consommation équitable** qui rémunère correctement les agriculteurs, les artisans et les petits producteurs, doit être fortement encouragée. En réconciliant le producteur et le consommateur, en faisant en sorte que leurs intérêts soient complémentaires et non pas concurrents, elle humanise la satisfaction de nos besoins et l'économie de la vie quotidienne.

Dans ce cadre, le Mouvement Démocrate propose::

- d'inciter les entreprises françaises à afficher la durée de vie des produits, à réduire au minimum les emballages ;
- d'encourager la consommation de produits à plus value sociale et environnementale en clarifiant les labels et en communiquant l'empreinte sociale et environnementale des produits et services ;
- d'introduire une éducation citoyenne à la consommation en s'appuyant sur les associations de consommateurs.